

## **Marie-Luce Penchard après Oli à Bora Bora : "Si on n'agit pas sur le logement, on met des familles en danger"**

Selon l'équipe municipale de Bora Bora, que la ministre de l'Outre-mer a rencontrée jeudi après-midi, en compagnie du président Gaston Tong Sang, 35 à 40 % des habitations de l'île sont sinistrées en plus des hôtels." Si avec les phénomènes cycloniques, on n'agit pas sur le logement, on met des familles en danger", a notamment insisté Marie-Luce Penchard qui regrette que le Pays n'ait engagé "que 2% des crédits alloués par l'Etat". Interview.

**Tahitipresse** : Quelle est votre première impression en découvrant les dégâts occasionnés par le cyclone Oli à Bora Bora ?

**Marie-Luce Penchard** : On voit derrière nous que le sud de Bora Bora a été touché. Plus d'une cinquantaine de maisons ont été entièrement détruites uniquement sur cette portion de route. Je m'entretenais avec le président Gaston Tong Sang qui me disait qu'il fallait très vite faire appel à des entreprises pour aider ces familles à reconstruire leur maison. C'est la raison pour laquelle, il a souhaité venir à Bora Bora et que j'ai voulu l'accompagner pour que l'on fasse le bilan, et agir très vite.

**Tahitipresse** : Depuis votre arrivée à Bora Bora, vous évoquez le problème du logement. Pouvez-vous expliquer le fond de votre pensée?

**Marie-Luce Penchard** : Une des questions qui se pose en Polynésie française, et que je pose depuis mon arrivée est la question du logement. Si avec les phénomènes cycloniques, on n'agit pas sur le logement, on met des familles en danger. Les habitations ne sont pas faites pour résister à des vents de plus de 100 km/h ! Sur les crédits alloués par l'État, le Pays n'a engagé que 2 %. Ce n'est donc pas une question de moyens financiers. On dit souvent que l'État se désengage ou que l'État abandonne l'Outre-mer, mais quand le pays ne fonctionne pas, que vous avez une instabilité aussi forte, vous n'arrivez pas à mettre en place une politique publique. Même si vous en avez la volonté au niveau national !"

**Tahitipresse** : Comptez-vous intervenir et comment ?

**Marie-Luce Penchard** : Ce que je souhaite changer ? Je souhaite aider les élus de la Polynésie à trouver une forme de gouvernance qui leur permettra de mettre en place une politique publique parce que les Polynésiens en ont besoin. Donc, je ne propose pas une loi électorale pour le plaisir d'une loi électorale. Je propose ce texte à la demande du président de la République, pour tenter de garantir cette stabilité politique. Si nous n'avons pas cette stabilité, nous n'y arriverons pas.

Il faut avoir ensuite, d'autres relations financières avec le Pays. Pendant longtemps, on avait le sentiment de faire un chèque en blanc et on ne voyait pas les réalisations concrètes. L'État, la France a contribué fortement à aider la Polynésie et les réalisations n'ont pas toujours été là. L'objectif de cette réforme est de donner une dotation de fonctionnement. Cette dotation, le Pays va l'utiliser en fonction de ses propres orientations, puisqu'il n'est pas question de

remettre en cause le statut d'autonomie, mais n'engager les crédits que si les opérations sont vraiment programmées par le Pays.

Et puis, on a prévu dans le cadre de cette réforme, d'en allouer une partie non négligeable aux communes puisqu'elles sont dans la proximité, pour qu'au quotidien elles puissent participer à aider les Polynésiens à vivre de manière plus décente. Ce sont des hommes et des femmes qui font partie de la République et c'est insupportable pour moi de voir ce spectacle désolant.

**Tahitipresse** : Pensez-vous être comprise et entendue par l'ensemble de la classe politique polynésienne ?

**Marie-Luce Penchard** : J'ai toujours dit que je tiendrai un discours de vérité. Je pense qu'aujourd'hui, il y a une classe politique qui comprend ce discours parce que les Polynésiens avaient aussi besoin d'entendre ce discours de vérité. Les élus reconnaissent que peut-être les Polynésiens en ont assez de cette instabilité. Ils ont été capables de faire leur autocritique. Ce que j'ai d'ailleurs beaucoup apprécié lors de notre réunion de travail avec tous les représentants à l'exception du Tavini que j'ai rencontré lors d'un entretien particulier qu'il avait voulu dans sa commune de Faa'a.

**Tahitipresse** : L'oeil du cyclone Oli est sur les Australes. Êtes-vous inquiète ?

**Marie-Luce Penchard** : On sait que Oli se renforce. Que les pressions sont basses. On attend des vents de plus de 200 km/h. C'est la raison pour laquelle nous avons tout mis en place pour très vite réagir et apporter les premiers secours. À l'heure actuelle, on ne peut plus se rendre à Tubuai ou Rurutu. On espère que la situation ne soit pas plus grave que celle que l'on voit ici à Bora Bora.